

● (1532)

Depuis le début de la période inflationniste, le gouvernement demande aux Canadiens de se serrer la ceinture. Mais absolument rien n'indique que le gouvernement se soit lui aussi serré la ceinture, ce qui a ajouté aux pressions inflationnistes.

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a fait grand état de ses programmes de création d'emplois. Il n'y a pas de doute que les chômeurs aiment bien recevoir des subventions en vertu du programme Canada au travail et autres programmes semblables. Le gouvernement devrait cependant reconnaître qu'il faut répondre à tout besoin par des mesures convenables et il est clair qu'aucun des programmes du ministre n'a répondu en quelque façon au besoin d'emplois. Une fois que les fonds prévus sont dépensés, il ne reste plus rien, et les gens se retrouvent de nouveau prestataires de l'assurance-chômage. Tout ce qu'on a réussi à faire, c'est créer un autre niveau de bureaucratie pour administrer ces programmes qui répondent à environ 10 p. 100 de la demande. S'il y a un besoin, il faut y répondre. Que le gouvernement ne prétende pas qu'il est généreux en distribuant de l'argent pour trouver du travail aux chômeurs, et ainsi de suite, quand à la fin il ne reste rien.

C'est un peu comme la question de la sécurité de la vieillesse et des suppléments de revenu garanti. Le montant versé actuellement à un célibataire est d'environ \$3,000 par année. Je n'ai pas vu les derniers chiffres, mais disons en gros que le seuil de la pauvreté se situe à \$6,000 par année. Comment le gouvernement peut-il dire qu'il répond effectivement au besoin quand le seuil de la pauvreté se situe à \$6,000 et qu'il paie \$3,000?

Je regrette que le ministre de la Justice ait quitté la Chambre parce que j'avais autre chose à lui montrer. J'ai ici un autre article tiré du *Sun* de Vancouver écrit la semaine dernière et intitulé «Où va votre argent». L'entête se lit: «Basford recevra \$112,000 à 75 ans». L'article dit ensuite que le ministre qui, comme nous le savons, va prendre sa retraite recevra une pension et explique que, grâce à l'indexation, le montant de la pension pourrait atteindre \$112,000 quand le ministre aura 75 ans.

Je veux vous dire, monsieur l'Orateur, et aux autres députés de la Chambre que le ministre aura besoin de ces \$112,000 si jamais il vit jusqu'à 75 ans. Il en aura besoin parce que quand, à 75 ans, il voudra acheter sa nouvelle automobile elle ne lui coûtera pas \$5,000 mais \$60,000 en 2007 ou quelle que soit l'année dans 29 ans d'ici. Ce prix tient compte de l'inflation dans l'hypothèse où elle persisterait à son taux actuel au Canada—lequel est présentement de 9 p. 100, bien que certains indices tendent à démontrer qu'il finira par atteindre 9.5 p. 100. Si nous avions la chance de pouvoir contenir l'inflation à 7 p. 100, le ministre n'aurait seulement à payer que \$35,000 pour son automobile. Chose certaine, cependant, il aura besoin du montant de la pension qu'il va percevoir d'après les journaux.

Laissez-moi vous donner d'autres exemples de ce que les choses coûteront: un pain qui coûte actuellement 60c. coûtera au ministre \$7.35 lorsqu'il aura atteint l'âge de 75 ans, au taux actuel de l'inflation. S'il a besoin d'appeler un plombier pour réparer son évier de cuisine, au lieu des \$25 qu'il en coûte de nos jours, il devra payer \$233 à ce plombier pour le faire venir durant une heure.

Et puisque nous parlons des pressions inflationnistes causées par les dépenses gouvernementales, je voudrais que les députés

Loi anti-inflation

d'en face considèrent le cas d'un couple âgé bénéficiant du plein montant des prestations de sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti—je suis persuadé que les députés à ma gauche trouveront ces chiffres intéressants, en particulier le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), car il est bien au courant des problèmes que connaissent ces retraités qui reçoivent maintenant \$498 par mois. Il sera enchanté d'apprendre, j'en suis sûr, que lorsque le ministre de la Justice aura atteint l'âge de 75 ans, c'est-à-dire dans 29 ans, les vieillards pensionnés en question toucheront \$4,640 par mois.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Bravo!

M. Clarke: Cela fait \$55,000 par an, ce qui représente à peu près la moitié de ce que gagne actuellement le ministre. J'estime donc que le ministre n'a pas tort de vouloir toucher sa pension en l'occurrence. En fait, je ne suis pas du tout persuadé que le simple fait de gagner deux fois plus qu'un couple de vieillards pensionnés pourra même lui garantir un niveau de vie suffisant. Si l'on ne fait rien pour réduire les taux actuels d'inflation, c'est exactement ce qui se produira.

Les chiffres que je vous ai donnés ne sont pas exagérés. Ils sont basés sur les taux actuels d'inflation et tout indique que la tendance s'accroît—que l'inflation au Canada est effectivement à la hausse. Malheureusement, le gouvernement et, j'ai le regret de le dire, de nombreux parlementaires ne se sont pas attaqués au véritable problème. Il ne s'agit pas du montant de la pension du ministre ou des prix en soi. Le problème, c'est l'inflation—l'inflation et l'économie. Je le répète, le gouvernement n'a rien fait pour relancer l'économie afin qu'elle puisse créer les emplois que nous la savons capable de fournir.

J'ai lu dans le journal un autre article qui m'intéressait, et j'aimerais vous en parler parce qu'il attire notre attention sur la situation déplorable où se trouvent le gouvernement et la population du Canada. On nous rapporte un échange entre deux hommes qui font la queue pour toucher leurs chèques d'assurance-chômage. L'un d'eux dit à l'autre: «Quand je pense que ce gouvernement qui ne sait pas gérer son argent est mon seul moyen de subsistance, cela me fait peur.» Quel dilemme pour les Canadiens qui voudraient sans doute travailler, mais ne le peuvent pas à cause des politiques du gouvernement.

M. Hnatyshyn: Ou de leur absence!

M. Clarke: Quand le premier ministre nous dit regretter que les choses n'aillent pas bien, nous comprenons qu'il ne parle pas de ce qu'il a fait—car il n'y a pas de quoi se vanter—mais plutôt de ses espoirs pour l'avenir. Nous sommes ravis de lui offrir l'occasion de nous montrer quels sont les programmes prévus par son parti et lui-même. Mais j'aimerais citer un article du *Globe and Mail* du 14 décembre. Je l'ai découpé, car on y rapporte une déclaration vraiment ridicule du premier ministre. Il a déclaré: «Le gouvernement n'a aucun programme d'urgence pour faire face à la hausse de l'inflation et du chômage». Il admet que l'inflation et le chômage augmentent, mais il nous dit que le gouvernement n'a rien prévu pour y remédier. Quelle situation déplorable! L'économie pourrait très bien s'effondrer, mais le gouvernement n'a aucun programme pour remédier à la situation.

On aurait pu croire que les députés d'en face auraient profité du congé de Noël pour refaire le plein d'idées. Nous nous sommes rendu compte qu'ils étaient fatigués vers la fin de